

Chers Amis,

Les événements de ces dernières semaines me poussent à vous écrire quelques lignes. Elles naissent d'échanges par courrier ou encore de rencontres qui ont suscité une réflexion.

Les événements, ce sont les attentats de ces derniers jours. Ce sont aussi les caricatures de *Charlie Hebdo*, non sans lien avec ces attentats, et à l'origine d'une campagne contre la France dans le monde musulman profondément choqué.

L'un de vous m'écrivait au lendemain de l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine : « On apprend qu'un professeur d'histoire a été décapité par un islamiste pour protester contre un enseignement hostile à Mahomet ; c'est évidemment un acte monstrueux, mais montrer le journal Charlie-Hebdo pour apprendre à des jeunes de 4<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> ce qu'est la liberté de penser, c'est choisir ce qu'il y a de plus bas dans le domaine de la presse... »

Nous devons être conscients que pour les musulmans, politique et religion se mêlent. L'Europe est demeurée chrétienne dans leur vision. Les caricatures du prophète, le soutien à l'hebdomadaire satirique et l'affirmation d'un droit au blasphème par nos hommes politiques sont interprétés comme le fait de chrétiens en lutte contre l'islam. Cela appelle à leur sens une réponse. Il y a eu des protestations officielles... Comment ont-elles été reçues ? En quels termes y a-t-on répondu ? Il y a eu l'attentat dans la basilique Notre-Dame de Nice... autre réponse encore plus désordonnée que sa cause.

Les événements, c'est aussi le confinement qui reprend pour quelques semaines, avec l'interdiction du culte public ; interdiction dont la nécessité est loin d'être avérée, compte tenu des précautions mises en œuvre par les paroisses.

À plusieurs reprises, le Président de la République a appelé les Français à l'unité. C'est important. C'est son rôle.

Cela soulève au moins deux questions :

- L'État est-il lui-même promoteur d'une authentique *fraternité* au sein de la société ?

- L'invitation du Président s'adresse-t-elle à tous, ou seulement à ceux qui, du simple fait qu'ils croient en Dieu et qu'ils refusent de se faire les esclaves béats de provocateurs cachés derrière le nom générique de « média », et parce qu'ils n'admettent pas de voir humilier ce qu'ils ont de plus cher, sont montrés du doigt ou tournés en dérision ?

Les trois mots placés au fronton de nos mairies sonnent aujourd'hui bien creux...

Dans un document du 6 octobre dernier, le Conseil permanent de la Conférence des évêques de France s'interrogeait :

*Une société peut-elle être fraternelle lorsqu'elle n'a rien de mieux à proposer aux mères en détresse que l'élimination de l'enfant qu'elles portent ? Une société peut-elle être fraternelle lorsqu'elle organise la naissance d'enfants qui n'auront pas de père, tout au plus un géniteur ? Une société peut-elle être fraternelle lorsqu'elle renonce à reconnaître les rôles de la mère et du père, lorsqu'elle ne reconnaît plus que le lieu digne de l'engendrement d'un être humain est l'union corporelle d'un homme et d'une femme qui ont choisi d'unir leur vie pour créer un espace d'alliance et de paix au milieu de ce monde magnifique et dangereux ? ...*

*Le pape François nous le rappelle avec force : quoi qu'il en soit des lois, quoi qu'il en soit de la manière dont un être humain vient au monde, chacun, chacune est à l'image et à la ressemblance de Dieu. L'Église catholique accueille tout être humain, quelle que soit son origine et quelles que soient ses opinions, avec respect et espérance. Elle s'émerveille de tout acte de fraternité réelle.*

Poser un acte de fraternité réelle, accueillir tout être humain avec respect et espérance, voilà précisément ce qui édifie une société.

On s'attendrait donc à une action plus cohérente de la part de l'État et des hommes politiques, une parole qui stimule cet accueil respectueux de l'autre dans ce qu'il croit, dans la mesure où cela ne nuit pas à la vie de la cité. Saint Benoît recommande ainsi à ses moines d' « honorer tous les hommes. »

Un appel à l'unité lancé par qui permet le mépris de ce qui est le plus cher à bien des citoyens n'est pas audible. Aujourd'hui de plus en plus de chrétiens se sentent étrangers en leur propre pays.

Je ne demande pas aux dessinateurs de Charlie Hebdo de croire en Dieu.

J'attends seulement d'eux qu'ils respectent ce que les autres croient, au nom de l'unité à promouvoir entre les citoyens et du devoir de chaque citoyen d'édifier son pays. Cela n'est pas exorbitant, cela s'appelle simplement du savoir-vivre.

Si tel n'est pas le cas alors il n'y aura pas d'égalité ni de fraternité. Sans un minimum de savoir-vivre... pas de « vivre ensemble » possible. Les moines sont les premiers à être conscients de cela.

Les croyants, citoyens au même titre que les autres, ont le droit de refuser d'être humiliés dans leur foi par les sans foi ni loi. Être respectés dans notre propre pays tels que nous sommes est un droit que nous devons revendiquer.

Dieu a été, est et sera. En face de lui, la République est bien jeune ; un peu plus de 200 ans d'âge. Que dire des dix commandements de Dieu en face des méandres du droit républicain : une belle cohérence en face de contradictions qui se multiplient. Deux paroles résument la pensée de Dieu : l'amour de Dieu et l'amour du prochain comme soi-même. Aujourd'hui le droit civil doit se contorsionner pour tenter en vain de répondre à des « droits » prétendus humains et de rapprocher des lois qui s'opposent dans leurs fondements : respect de l'autre avec l'avortement et l'euthanasie ;

liberté d'expression et pornographie<sup>1</sup> avec le respect du corps de l'autre et en particulier de la femme... la liste pourrait se poursuivre.

Dans un document récent intitulé *Samaritanus bonus*, « Le bon samaritain », et consacré au soin des personnes en phases critiques et terminales de la vie<sup>2</sup>, la Congrégation pour la Doctrine de la Foi précise :

*Face à des lois légitimant – sous quelque forme d'assistance médicale que ce soit – l'euthanasie ou le suicide assisté, toute coopération immédiate, formelle ou matérielle, doit toujours être refusée. Ces contextes constituent un domaine spécifique du témoignage chrétien, dans lequel « il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes » (Ac 5, 29). Il n'existe ni droit au suicide ni droit à l'euthanasie : le droit existe pour protéger la vie et la coexistence entre les hommes, pas pour causer la mort. Il n'est donc jamais licite pour quiconque de collaborer à de tels actes immoraux ou de laisser entendre que l'on puisse en être complice en paroles, par action ou par omission. Le seul vrai droit est celui du malade à être accompagné et soigné avec humanité. Ce n'est qu'ainsi que sa dignité pourra être préservée jusqu'à sa mort naturelle. « Aucun agent de santé, par conséquent, ne peut devenir le tuteur exécutif d'un droit inexistant, même lorsque l'euthanasie est demandée en toute conscience par la personne concernée<sup>3</sup> ».*

C'est un cas particulier mais le principe demeure : « *il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes.* » L'État n'a rien à craindre de cela dans la mesure où les lois qu'il promulgue sont en cohérence avec la loi de Dieu qui veut le bien de l'homme. Le pouvoir de l'État est délégué. C'est en tant que tel qu'il doit être obéi.

En ce qui concerne la liberté d'expression, celle-ci me semble être subordonnée à la liberté de conscience. Celle-ci ne s'obtient que dans la conformité à la vérité. D'où le devoir impérieux pour chaque homme de chercher la vérité. « Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous libérera. » (Jn 8,32) Ce n'est qu'en respectant la liberté de conscience de chacun, comprise ainsi (quelque chose à conquérir par la recherche de la vérité), qu'on peut exprimer librement ses opinions. Insulter les autres à travers ce qu'ils croient, ce n'est pas de la liberté d'expression, c'est une offense.

Il est donc légitime d'attendre désormais un signe clair de l'État comme promoteur d'une vraie unité nationale fondée sur le respect mutuel des valeurs authentiques, c'est-à-dire objectivement fondées, qui édifient la société, et non sur des pseudo-valeurs changeantes au contenu plus ou moins flou, et qui en pratique la détruisent.

Si la République défend le droit au blasphème, alors la République n'est plus l'affaire du peuple, de tout le peuple (la *res publica*). Le blasphème est une « parole ou discours qui outrage la divinité, la religion ou ce qui est considéré comme respectable ou sacré. » Si un tel droit est garanti, alors pour un croyant, la République n'a pas non plus de titre à être respectée, pas plus que ceux qui la représentent par leur fonction. L'homme est un. Le désordre qui s'installe dans notre pays, les

---

1 Vous trouverez en cet envoi une prière. Je vous invite à la réciter. Pourquoi aussi ne pas la mettre sur les écrans de verrouillage de vos ordinateurs afin de la réciter en début de travail ? Le monde a besoin de ces prières.

2 [http://www.vatican.va/roman\\_curia/congregations/cfaith/documents/rc\\_con\\_cfaith\\_doc\\_20200714\\_samaritanus-bonus\\_fr.html](http://www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/documents/rc_con_cfaith_doc_20200714_samaritanus-bonus_fr.html)

3 Conseil Pontifical pour la Pastorale des Services de la Santé, Nouvelle Charte des Personnels de Santé, n. 151.

provocations quasi quotidiennes contre les forces de l'ordre me semblent trouver leur origine dans une liberté mal comprise et donc mal enseignée. Il en va de même au sujet de la laïcité.

Parler d'unité, c'est se souvenir des paroles de Jésus à la veille de sa Passion :

*Je leur ai donné la gloire que tu m'as donnée, pour qu'ils soient un comme nous sommes un : moi en eux et toi en moi, afin qu'ils soient parfaits dans l'unité, et que le monde reconnaisse que tu m'as envoyé et que tu les as aimés comme tu m'as aimé.*  
(Jn 17, 22-23)

Le don édifie l'unité : don de la gloire pour l'unité avec Dieu, don du vrai, du bien, du beau pour l'unité des hommes dans la société.

Nous attendrons donc simplement le vrai, le bien, le beau de ceux qui nous gouvernent (pouvoir exécutif), de nos parlementaires (pouvoir législatif), de ceux qui jugent (pouvoir législatif). Nous l'attendrons aussi et surtout de ceux qui œuvrent en ce quatrième pouvoir, aujourd'hui le plus fort, que l'on nomme le pouvoir des médias liés à l'argent et qui sont, il faut avoir le courage de le dire les premiers responsables de l'état de notre pays.

C'est alors que notre monde retrouvera un peu de lumière, un peu de liberté, d'égalité et de fraternité.

Pour finir, un mot du confinement.

Il y a à peine un an, on nous promettait dans un avenir proche le sur-homme... Pas pour tous, sans aucun doute, mais pour quelques-uns qui pourraient s'offrir des options sur un corps mal aimé.

Aujourd'hui, où est-il, ce sur-homme ? Ce n'est qu'un sous-homme que l'on rencontre dans les rues : un homme masqué réduit à sa plus simple expression.

Comment ne pas se souvenir de l'épisode biblique de la Tour de Babel. L'homme a oublié la leçon : ce qui se fait sans Dieu n'a pas d'avenir.

Invitons donc le Seigneur dans ce nouveau confinement.

Au lieu d'occuper et de faire vivre le monde avec des idées folles, répandons autour de nous l'amour que le monde ne sait plus donner, qu'il craint même de donner, qu'il refuse de donner : amour envers l'enfant à naître, amour pour le malade ou le vieillard qui s'approchent de la mort, amour du prochain, amour de Dieu toujours. Répandons sans relâche le vrai, le bien, le beau, un peu de la Vérité qu'est Dieu, de la bonté qu'est Dieu, de la beauté qu'est Dieu.

Alors ce nouveau confinement sera comme un long Avent, une préparation à la fête de Noël.

Commençons par cheminer dans la lumière des Béatitudes (Mt 5,1-12) :

*Heureux les pauvres de cœur,  
car le royaume des Cieux est à eux.*

*Heureux ceux qui pleurent,  
car ils seront consolés.*

*Heureux les doux,  
car ils recevront la terre en héritage.*

*Heureux ceux qui ont faim et soif de la justice,*

*car ils seront rassasiés.*

*Heureux les miséricordieux,  
car ils obtiendront miséricorde.*

*Heureux les cœurs purs,  
car ils verront Dieu.*

*Heureux les artisans de paix,  
car ils seront appelés fils de Dieu.*

*Heureux ceux qui sont persécutés pour la justice,  
car le royaume des Cieux est à eux.*

*Heureux êtes-vous si l'on vous insulte, si l'on vous persécute et si l'on dit faussement toute sorte de mal contre vous, à cause de moi.*

*Réjouissez-vous, soyez dans l'allégresse, car votre récompense est grande dans les cieux ! »*

Et puis, demeurons en famille avec Marie et Joseph sur la route de Bethléem dans l'attente de l'Enfant-Dieu, le Consolateur, le vrai Roi de Paix.

+ fr Jean Pateau abbé.